

CONVENTION AVEC CARREFOUR PROPERTY POUR L'INSTA INCENDIE SUR LA PARCELLE ZR 839 – CHEMIN D

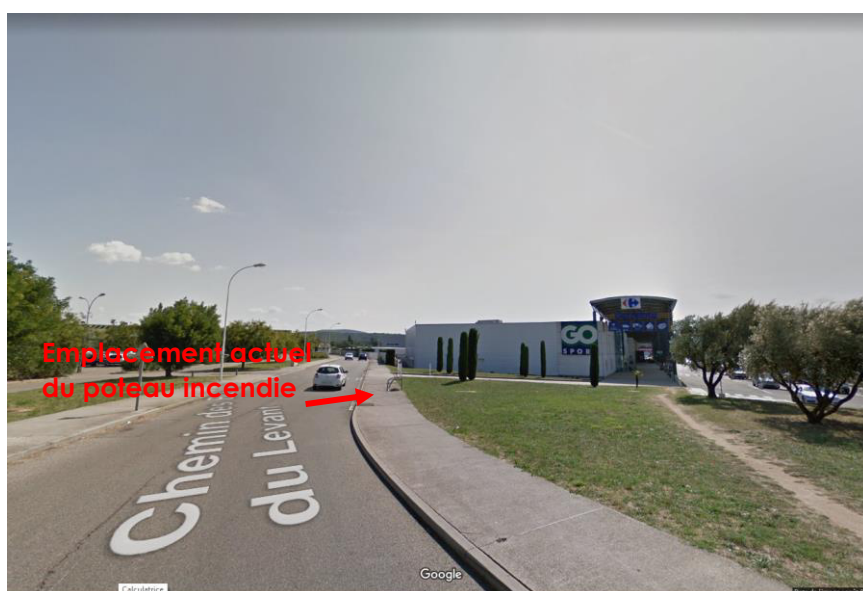
Envoyé en préfecture le 12/11/2020

Reçu en préfecture le 12/11/2020

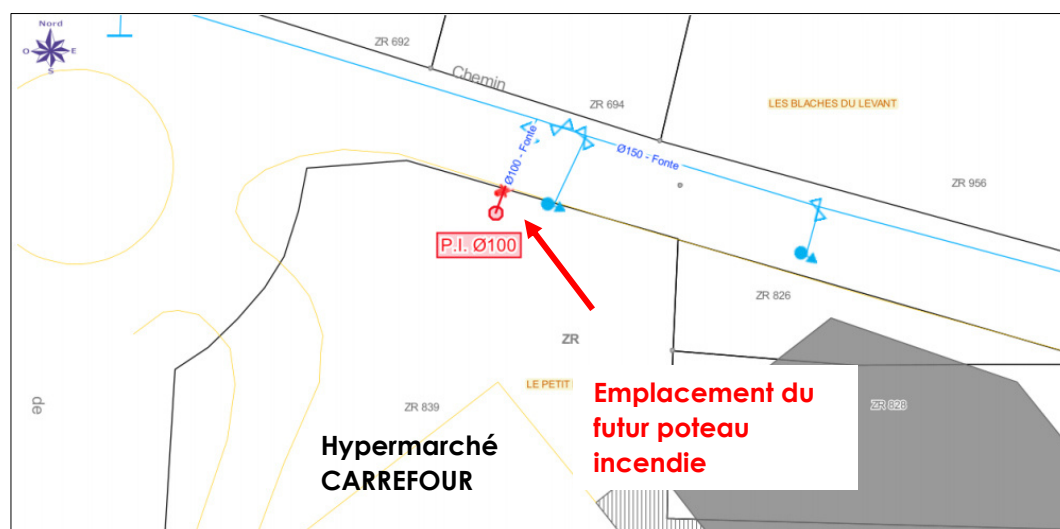
Affiché le

ID : 026-212601983-20201108-20201107_303D-DE

Plan de situation



Plan cadastral



**CONVENTION DE CONSTITUTION DE SERVITUDE DE PASSAGE D'UN RESEAU
PUBLIC D'EAU POTABLE - VILLE DE MONTELIMAR ET SOCIETE CARREFOUR PROPERTY**

L'AN DEUX MILLE VINGT,
Le
En l'Hôtel de Ville de MONTELIMAR

Monsieur Julien CORNILLET, Maire de la Commune de MONTELIMAR a reçu le présent acte authentique comportant CONVENTION DE CONSTITUTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RESEAU PUBLIC.

IDENTIFICATION DES PARTIES

PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

La Société dénommée **CARREFOUR PROPERTY**, Société par Actions Simplifiées au capital de 2 457 158 937,80€ ayant son siège social à MASSY (91300) 93 avenue de Paris – identifiée sous le numéro SIREN 775 632 169 RCS Caen.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

BENEFICIAIRE DE LA SERVITUDE DE PASSAGE

La **Commune de MONTELIMAR**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de la Drôme, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTELIMAR – 1 place Emile Loubet, identifiée au SIREN sous le numéro 212 601 983.

PRESENCE OU REPRESENTATION DES PARTIES

La Société dénommée CARREFOUR PROPERTY est ici représentée par Monsieur Jean-Paul CORRENOZ agissant au nom et pour le compte de la société CARREFOUR PROPERTY en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par Monsieur Alain GAUVIN demeurant à LEVALLOIS PERRET (92300) 26 quai Michelet suivant acte sous seing privé en date du .

Monsieur GAUVIN agissant pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis suivant acte reçu sous seing privé en date du par Monsieur Sébastien VANHOOVE – directeur de CARREFOUR PROPERTY, fonction à laquelle il a été nommé suivant décision des associés en date du , domicilié à LEVALLOIS PERRET (92300) 26 quai.

La Commune de MONTELMAR est représentée par Monsieur Karim OUMEDDOUR, 4ème adjoint au maire en charge de l'Urbanisme et des Travaux, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'un arrêté municipal n°2020.07.580A en date du 24 juillet 2020 transmis au contrôle de légalité le 24 juillet 2020.

Les parties attestent par elles-mêmes que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et déclarent :

- que leur identité et leur situation juridique personnelle sont conformes à celles indiquées en tête des présentes au paragraphe « IDENTIFICATION DES PARTIES ».

LE PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT déclare :

- qu'il n'est pas dans un état civil, civique ou commercial, mettant obstacle à la libre disposition de ses biens,
- qu'il ne fait pas, l'objet d'une quelconque mesure de protection légale, ni l'objet d'une procédure de règlement des situations de surendettement.

LE REPRESENTANT DE LA COMMUNE déclare :

- qu'il a tous pouvoirs pour contracter au nom de la COMMUNE qu'il représente,
- qu'il n'existe aucun obstacle de quelque nature que ce soit du chef de ladite commune à la signature des présentes.

DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la Commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date visée par la Préfecture de la Drôme le, annexée aux présentes.

Le représentant de la Commune déclare que cet acte n'est pas frappé de recours.

STIPULATION – INDIVISIBILITE

Il est stipulé, ce qui est expressément accepté par les parties au présent acte :

Que les personnes ci-dessus dénommées ensemble sous le vocable LE PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT s'obligent, ou éventuellement sont obligés, solidairement entre elles et indivisiblement, à l'exécution de tous les engagements, obligations et garanties contractées par elles aux termes du présent acte.

En cas de substitution de PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT, la société dirigeante sera tenue de l'exécution du présent acte sans pouvoir invoquer le bénéfice de divisibilité.

EXPOSE

Dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre Incendie, la Commune de MONTELMAR a en charge la maintenance des Points d'Eau Incendie (P.E.I) sur son territoire. Le poteau incendie qui se trouve situé sur le trottoir du chemin des

Blaches desservant un ensemble de commerces a été endommagé à plusieurs reprises du fait du stationnement de véhicules et a fait l'objet d'un remplacement à trois reprises en moins de 5 ans.

Par conséquent, il a été proposé à CARREFOUR PROPERTY que le poteau incendie soit implanté dans l'espace vert de la parcelle attenante lui appartenant.

Après avoir pris connaissance de l'emplacement du poteau incendie, LE PROPRIETAIRE de la parcelle cadastrale ci-dessous désignée reconnaît le droit à LA COLLECTIVITE, Maître d'Ouvrage, d'installer cet ouvrage sur ladite parcelle.

Les conditions de pose, de construction et de maintien des canalisations et ouvrages divers sont celles prévues par la Loi n° 92-1283 du 11 DECEMBRE 1992 et du Décret n° 92-1290 du 11 DECEMBRE 1992.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A MONTELIMAR (DRÔME) 26200 LE PETIT PELICAN: Une parcelle de terrain à usage commerciale

Cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZR	839	LE PETIT PELICAN	02ha49a32ca

EFFET RELATIF :

FUSION PAR ABSORPTION reçu par Maître CHANCÉ, notaire à LISIEUX (CALVADOS) en date du 18 août 2005 dont une copie authentique a été publiée au service de la Publicité Foncière de VALENCE, le 24 octobre 2005, volume 2005 P n °7224.

CONSTITUTION DU DROIT DE PASSAGE

Objet du droit de passage

- Installer à demeure un poteau incendie PI DN 100 sur la partie Nord de l'espace vert du fonds servant,
- Etablir à demeure une canalisation d'eau potable en fonte de diamètre 100 mm sur une longueur de 2 mètres linéaires du Nord vers le Sud, depuis le réseau public présent sous le chemin des Blaches jusqu'au poteau incendie PI DN 100, nouvellement installé.

Charges et Conditions

Le présent droit de passage a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

* Avant tout démarrage des travaux, l'emplacement du poteau incendie devra être défini sur le terrain, conjointement entre le propriétaire du fonds servant et le bénéficiaire,

* Si lors des travaux de pose, d'entretien, de maintenance, de remplacement du poteau incendie et du réseau, des dommages venaient à être causés sur des canalisations souterraines ou sur l'espace vert, le bénéficiaire, sa société fermière et les entrepreneurs mandatés par eux s'engagent à prendre en charge toutes les réparations nécessaires,

* CARREFOUR PROPERTY autorise la Ville à laisser pénétrer la société fermière du réseau d'eau potable, ses agents et ceux des entrepreneurs agissant pour son compte pour la réalisation de travaux, l'exploitation, la surveillance, la maintenance, l'entretien ou la modification de la canalisation et du poteau incendie,

* L'établissement de la servitude ne donnera pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux ; la Commune s'engageant à remettre en état les terrains après travaux,

*Tout décapage ou remblaiement du terrain naturel au niveau de la conduite est interdit,

*Le PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT et ses ayants droits devront s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

*Le FONDS SERVANT est grevé d'une servitude non aedificandi sur toute sa longueur. A ce titre, aucune construction bâtie ne pourra être implantée sur l'emprise de la servitude soit 2 mètres de part et d'autre de la canalisation.

*En cas de vente du fonds servant, la présente servitude suivra le fonds et s'imposera aux acquéreurs successifs.

ABSENCE D'INDEMNITE

Cette convention de passage est consentie et acceptée sans aucune indemnité.

FRAIS

Tous les frais et droits des présentes et de leurs suites seront supportés par la commune de MONTELIMAR.

IMPOTS ET TAXES

Les impôts, contributions et taxes de toutes natures afférentes à l'immeuble objet de la présente constitution de servitude resteront à la charge du PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT, sans que le bénéficiaire de la servitude ne puisse jamais être appelé à se substituer à lui pour quelque cause que ce soit.

PUBLICITE FONCIERE

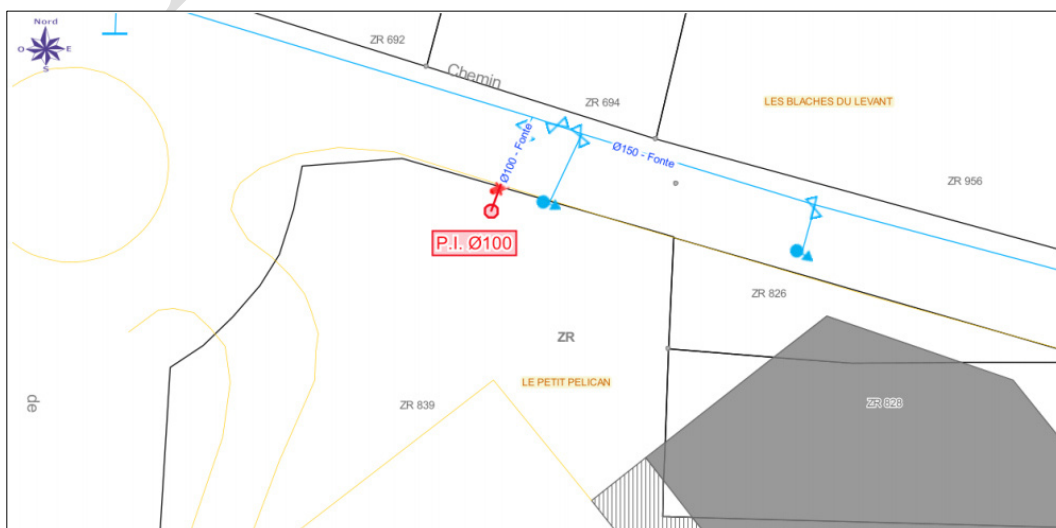
Le présent acte sera soumis à la formalité de publicité foncière par le service foncier de la Commune de MONTELIMAR.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville de MONTELIMAR

DEPOT DE LA MINUTE

La minute du présent acte sera déposée au rang des archives de la commune de MONTELIMAR.



CLÔTURE

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par Monsieur Julien CORNILLET des peines encourues en cas d'inexactitude cette affirmation.

Monsieur Julien CORNILLET affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Monsieur Julien CORNILLET certifie que l'identité complète des parties, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée et en ce qui concerne la Commune au vu du certificat d'inscription délivré par l'INSEE et pour la société au vu de l'extrait k-bis.

DONT ACTE rédigé sur cinq pages

Fait les jours, mois et an susdits,
A l'Hôtel de Ville de MONTELIMAR

Le PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT
CARREFOUR PROPERTY FRANCE

Pour le BENEFICIAIRE DE LA SERVITUDE

Monsieur Karim OUMEDDOUR
Adjoint au maire en charge de l'Urbanisme et des Travaux

Le Maire de MONTELIMAR
Monsieur Julien CORNILLET